

## L'avenir de la Volksunie

---

par M. Frans VAN DER ELST,  
Député, président de la Volksunie.



Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs,

Si j'ai accepté de donner cette conférence, c'est dans l'espoir de vous fournir une information utile et même indispensable au sujet d'un parti politique mal connu dans les milieux francophones étant donné qu'il s'agit d'un parti politique flamand qui ne s'adresse qu'aux Flamands.

Cette information est certes utile pour qui veut se faire une idée des forces politiques dans ce pays et indispensable même, je crois, pour prévoir l'avenir. Il est certain que l'influence de la communauté flamande deviendra de plus en plus importante non seulement à cause de l'évolution démographique mais aussi à cause du développement que la Flandre connaît actuellement dans tous les domaines. Nous sommes en pleine expansion avec une population jeune et active, de plus en plus consciente de ses possibilités, profitant d'une situation géographique très favorable. L'industrie préfère se fixer près de la mer pour des raisons économiques connues. Les forces vives et expansives dans ce pays sont localisées en Flandre. Ce développement déterminera l'avenir de la Belgique.

D'autre part, je constate que dans les milieux francophones, on se fait généralement une idée fautive de l'opinion publique en Flandre. Sous l'influence de certaine presse, on imagine une distinction factice entre la population flamande et les meneurs flamingants, une minorité d'extrémistes. Comme partout, il existe en Flandre une minorité qui s'intéresse activement à la politique et une masse plus ou moins indifférente. Je dis bien « comme partout », mais il n'y a aucune opposition entre cette minorité agissante et la masse, comme on voudrait le faire croire. Comme argument a contrario, on peut invoquer le fait indéniable qu'aucun parti politique, qu'aucune organisation de tendance anti-flamingante n'a eu le moindre succès en Flandre. Toute tentative de ce genre est vouée à un échec complet. Par contre, tous les partis politiques, y compris le PLP, sont flamingants en Flandre et proclament

leur fidélité au mouvement flamand. Ce mouvement flamand n'est pas un mouvement d'extrémistes, d'une minorité : c'est le lien entre tous les Flamands, quel que soit le parti politique auquel ils appartiennent. Il existe une très large communauté d'idées et de sentiments, un programme de base accepté par tout le monde. Il n'y a divergence de vues qu'en ce qui concerne la tactique à suivre et les moyens. Alors, on comprend facilement que dans ce climat, dans ce contexte, la Volksunie n'est pas un parti politique isolé comme, par exemple, le Parti communiste en Flandre. La Volksunie est un parti accepté par les autres partis politiques et surtout par les innombrables associations et organisations qui jouent un rôle important dans la société flamande. Je peux même dire que la Volksunie est sympathique à beaucoup d'adhérents des autres partis qui, tout en votant pour le PSC, le PSB ou le PLP, ne sentent aucune hostilité envers la Volksunie. Aussi, a-t-on vu au Sénat les élus flamands du PSC et du PSB soutenir unanimement la prise en considération d'un projet de loi émanant de la Volksunie. La même disposition d'esprit existe à la Chambre et ce sont les élus flamands du PLP qui se trouvent en Flandre dans une position isolée et peu rassurante. En guise de défense, ils proclament leur conviction flamingante et leur appartenance au mouvement flamand. Ce sont eux qui ont à se défendre. C'est vous dire l'influence que la Volksunie exerce sur les esprits, sur l'opinion publique. Elle dépasse ses propres électeurs et atteint des couches beaucoup plus larges de la population. Les autres partis politiques sont obligés de suivre de loin ou de près la Volksunie dans sa politique plus radicale. C'est le phénomène bien connu de la minorité agissante, du groupe de pression. La Volksunie n'étant pas un groupe de pression obscur, camouflé, mais un parti politique prenant part aux élections, le jeu est normal et démocratique. Les autres partis politiques se trouvent devant le dilemme : tenir compte de la volonté des électeurs ou perdre de plus en plus de voix au bénéfice de la Volksunie. Ils doivent se démener pour démontrer qu'ils sont capables de résoudre les problèmes flamands sans le fédéralisme que réclame la Volksunie. Ici, il importe de rappeler que le progrès de la Volksunie, d'une élection à l'autre, a été tout de même remarquable. Un élu à la Chambre en 1958, 5 en 1961, 12 en 1965. Déjà, dans plusieurs arrondissements comme Anvers, Roulers, Tielt, Courtraï, Saint-Nicolas, nous avons dépassé le PLP et sommes devenus le troisième parti avant le PLP. Avec environ 350.000 électeurs, la Volksunie représente en Flandre une force politique comparable au PSC en Wallonie qui a recueilli 389.000 voix. Les pourcentages calculés pour tout le pays sont évidemment défavorables pour la Volksunie mais en Flandre, avec 12 % des voix en 1965, la Volksunie est indiscutablement en train de devenir un parti politique tout de même important. Nous

avons maintenant des élus dans toutes les provinces flamandes sauf le Limbourg où nous avons raté le quorum de peu de voix. Ceci est important parce que l'argument des voix perdues joue un rôle qu'il ne faut pas sous-estimer. Cette réussite indéniable de la Volksunie démontre qu'il ne s'agit pas d'un phénomène éphémère et superficiel car il est extrêmement difficile en Belgique où les partis traditionnels, avec leurs organisations sociales, ont acquis un véritable monopole, pour un nouveau parti de percer, de se tailler une place dans l'arène politique. En 1960, les partis au pouvoir — le PSC et le PLP à ce moment-là — ont voulu barrer la route à la Volksunie par une modification de la législation électorale en introduisant la limite des 5 %. Cette tentative n'a pas abouti. Aujourd'hui, il semble impossible de recourir à des procédés de ce genre sans couler en même temps le PLP en Flandre et en Wallonie.

Permettez-moi, maintenant, de vous dire un mot en passant des tentatives de présenter la Volksunie comme un parti néofasciste. Ces accusations émanent de milieux de résistants, de milieux francophones qui ne connaissent ni le programme, ni les statuts, ni les publications de la Volksunie. Le seul argument permettant de rendre la Volksunie suspecte est la présence, dans nos rangs, de personnes condamnées après la guerre pour collaboration politique. Etant partisan de l'amnistie pour des motifs propres à des situations particulières en Flandre et que je ne peux développer aujourd'hui par manque de temps, nous avons appliqué nous-mêmes l'amnistie. C'est exact. Mais les autres partis ont agi de la même façon en Flandre. Non en droit, évidemment, mais en fait l'amnistie est depuis longtemps acquise en pays flamand. D'autre part, il ne faut pas perdre de vue que nous sommes en 1967, que depuis la guerre le corps électoral a été renouvelé pour plus de la moitié. Pratiquement, aucun électeur de moins de 40 ans n'a eu une activité politique avant ou pendant la guerre. Alors, pour démontrer le bien-fondé de cette accusation, il faudrait tout de même fournir d'autres arguments. Or, depuis une dizaine d'années, la Volksunie déploie une activité politique. Il y a les statuts du parti, le programme, l'hebdomadaire, les publications, les discours des dirigeants et des élus. On en a pris connaissance en Flandre, la Volksunie n'étant pas un groupe obscur dont on ignore l'activité et les prises de position. Personne, jusqu'à présent, n'a pu en tirer la moindre preuve pour accuser notre parti de néo-fascisme. Ainsi ces accusations portent à faux et n'ont plus aucune influence en pays flamand. La Volksunie est un parti démocratique qui accepte et qui défend la démocratie parlementaire. Nous l'avons affirmé publiquement à plusieurs reprises et nous n'avons jamais rien dit, ni écrit, ni entrepris en contradiction avec cette prise de position. Pour évaluer l'importance de la Volksunie, il faut aussi tenir compte de ce que ce parti représente surtout

les intellectuels et la jeunesse. C'est un fait généralement admis que les intellectuels en Flandre votent en fort grande partie pour la Volksunie et que la jeunesse est de beaucoup plus favorable à ce parti qu'aux partis traditionnels. Etant donné, d'une part, l'influence qu'exercent les intellectuels sur les courants d'opinion et d'autre part, que l'avenir appartient à ceux qui ont la jeunesse de leur côté, la position de la Volksunie s'en trouve considérablement renforcée. On peut donc conclure de cet exposé que déjà la Volksunie exerce une influence considérable et grandissante en Flandre sur l'opinion publique, sur les autres partis politiques et ainsi, indirectement, sur la politique belge. Nous avons obligé les partis politiques traditionnels à abandonner leur politique d'autruche quant aux problèmes flamands et à reconnaître que ces soi-disants faux problèmes sont en réalité des problèmes de première importance pour l'avenir de l'Etat belge. Les problèmes sont posés ; il faudra trouver une solution. C'est déjà un premier résultat. Or, la Volksunie avance toujours, personne ne le conteste et nous sommes convaincus que dans l'avenir notre parti jouera un rôle grandissant et même déterminant quant à la solution du problème des nationalités en Belgique. Alors, se pose la question : « Mais que veut la Volksunie ? ». Ce sera, si vous le permettez, la deuxième partie de mon exposé.

La Volksunie n'est pas un parti politique qui exploite un mécontentement, qui donne libre cours à la démagogie uniquement pour permettre à un certain nombre d'individus de jouer un rôle politique. Ne le croyez pas. La Volksunie est l'expression politique d'une idéologie. Cette idéologie est le nationalisme flamand. Je sais bien qu'il est hasardeux et dangereux d'employer encore le mot « nationalisme ». Mais, permettez-moi de vous rappeler que c'est à cette tribune que le professeur Maurice Duverger a donné en 1960 une conférence sur l'avenir « des nationalismes. » C'est vous dire qu'il s'agit de distinguer et de ne pas confondre. Le nationalisme flamand a incontestablement son caractère, sa signification propre. Il faut, je crois, regretter que le nationalisme, phénomène d'une importance primordiale dans l'histoire moderne, d'abord en Europe, maintenant dans le monde entier, n'ait éveillé que très peu d'intérêt scientifique dans notre pays, même dans les milieux universitaires. On a l'impression qu'on n'a pas osé aborder le sujet pour des motifs politiques. La Belgique étant un Etat « plurinational » qui refusait de reconnaître cette réalité, il valait mieux ne pas s'intéresser à l'étude du nationalisme et des mouvements nationalitaires. On craint de se rendre suspect du point de vue patriotique. Ainsi les noms de Hayes, Hertz, Kohn, Lemberg, Shafer, Deutsch et tant d'autres qui ont publié en France, en Allemagne, en Angleterre, aux Etats-Unis des études remarquables sur le nationalisme sont peu connus dans notre pays. Commençons par vous dire que le

nationalisme flamand n'a rien à voir avec le nationalisme des Etats. Dans son origine, c'était un nationalisme culturel, un attachement fervent à un patrimoine culturel, à une communauté de langue et de culture, communauté qui n'existait même pas politiquement et qui, pourtant, était une réalité sentie, une réalité d'un autre ordre. Pour comprendre le sens profond du mouvement flamand, du nationalisme flamand, il faut saisir ce que ce sentiment d'appartenance à une communauté séculaire, berceau d'une culture nationale, signifie pour ceux qui y participent. C'est une conception de la vie, une « *Lebensanschauung* » qui permet à l'individu de vaincre l'individualisme, l'isolement, la solitude. C'est un idéal qui donne un sens à la vie, qui impose un devoir et qui permet à l'individu de s'intégrer dans l'histoire. Idéal difficilement compréhensible pour des hommes déracinés ou pour des individualistes qui ne subissent pas l'attrait puissant d'un idéal communautaire. Je regrette vraiment que le temps dont je dispose ne me permette pas de développer ce thème si intéressant et si important pour comprendre la puissance incomparable des mouvements nationaux partout dans le monde. Permettez-moi pourtant de vous signaler en passant les réflexions profondes que Paul Ricœur a publiées en 1961 dans la revue « *Esprit* » sur la civilisation universelle et les cultures nationales. Il est évident, que cette idéologie dont je vous parle se situe sur un autre plan que ce qu'on appelle dans ce pays la question des langues. Ceux qui s'obstinent en parlant toujours de la question des langues n'ont pas compris ou ne veulent pas comprendre que de toute évidence, il ne s'agit pas d'une question de langue mais d'un problème de nationalité.

Le nationalisme flamand, nationalisme culturel dans son origine, a été amené en cours de route à formuler des revendications politiques. C'était en somme inévitable. Inévitable non seulement à cause du développement que l'Etat a connu mais surtout à cause de l'opposition entre ce nationalisme flamand et le nationalisme belge. Et, pour comprendre la situation, il faut consulter l'histoire. L'Etat belge, né de la révolution de 1830, n'était pas un état démocratique. Le droit de vote était réservé à une infime minorité de moins de 1 % de la population. En 1831, à peine 30.000 électeurs prirent part aux élections sur plus de 4 millions d'habitants. Cette minorité, ce qu'on pourrait nommer le pays légal, était en effet francophone en Flandre pour des raisons historiques. La population, le pays réel, était encore une masse amorphe, sans droits politiques, sans aucun sentiment national bien défini mais cette population était restée profondément flamande en Flandre. L'Etat belge, dans ces conditions, n'a pas reconnu l'existence de deux communautés ni même de deux langues. Il a été constitué comme un Etat unitaire, le français étant la langue officielle, la langue d'Etat. Sans aucune contestation possible, on a voulu franciser

le pays flamand. On a voulu faire une nation de la Belgique. Mais toutes les tentatives pour réussir l'amalgame des populations, pour forger une nation belge n'ont pas prévalu contre ce sentiment profond et puissant d'appartenir à une communauté plus restreinte mais plus réelle, à laquelle on attache plus de valeur qu'à l'Etat parce qu'il s'agit d'une communauté sentie, voulue, vécue. Le mouvement flamand s'est opposé à cette politique et finalement le nationalisme flamand a été plus puissant que le nationalisme belge. Par contre-coup, un développement parallèle s'est produit en Wallonie. La communauté belge, la nation belge, résultat d'une politique d'amalgame, l'idée belge n'a pas prévalu contre ce développement. Et, malgré la politique de collaboration pendant la guerre, et la répression après la guerre, le nationalisme flamand comme idéologie a vaincu dans les esprits. La communauté flamande est aujourd'hui une réalité, une réalité sentie et voulue, animée par un sentiment national propre. Je ne suis pas le seul à constater qu'aujourd'hui tout le monde parle des deux communautés nationales. Non seulement, on en parle, mais le Gouvernement et chaque ministre individuellement est obligé d'en tenir compte dans sa politique de tous les jours. Il est tout de même très important, à mon avis, de constater un échec aussi net ne fut-ce que pour renoncer à des tentatives illusoire qui vont à l'encontre de l'évolution historique et de l'expérience vécue. Ceux qui s'accrochent à des illusions comme le bilinguisme, par exemple, se trompent lourdement et dangereusement. Le problème fondamental devant lequel nous nous trouvons n'est autre que l'inadaptation de la structure politique de l'Etat belge à la réalité. N'oublions pas que nous vivons dans l'Etat unitaire de 1830. C'est de toute évidence la cause profonde de la crise belge. L'Etat devient ingouvernable, les oppositions se manifestent dans tous les domaines. Nous voyons les partis traditionnels atteints de la même crise : la division, l'opposition entre les communautés. De part et d'autre, on devient de plus en plus susceptible et inévitablement la lutte en continuant engendre des exagérations. Le Gouvernement actuel ne trouve rien d'autre pour camoufler son impuissance qu'une trêve linguistique. Il est pourtant évident que la tension deviendra d'autant plus grande que les problèmes s'accumulent. C'est le passé qui pèse lourdement sur la situation actuelle. Le conservatisme est effrayant en Belgique. Il faut vaincre cette mentalité conservatrice pour s'avancer résolument vers un avenir qui ne saurait être l'immobilisme. Cet avenir doit être façonné sur les réalités d'aujourd'hui et de demain. A Bruxelles, surtout, beaucoup s'accrochent à ce passé, ils ne se rendent pas compte que la Flandre d'aujourd'hui et de demain n'est plus, ne sera plus la Flandre pauvre, sous-développée, parlant des patois, inculte, fournissant la main-d'œuvre brute, méprisable en somme, sans prestige, ni influence. La réalité d'au-

jourd'hui ne correspond plus à cette image-là. En Flandre, les réactions se préparent lentement, mais quand elles se manifestent, elles sont d'autant plus puissantes et redoutables. La Volksunie répond à ce besoin que sentent confusément la majorité des Flamands et surtout la jeunesse : rompre avec ce passé peu glorieux, s'avancer vers un avenir qui chante, un avenir qui leur convient. Il ne faut pas trop s'étonner non plus qu'on rende les partis traditionnels responsables de ce passé et qu'on constate leur impuissance à donner une réponse valable aux problèmes qui conditionnent cet avenir. On nous a dit un jour : « Il faut que la Flandre se sente aimée », mais ce que nous voulons aujourd'hui, c'est que la Communauté flamande puisse librement, démocratiquement, sans tutelle, disposer de son sort, s'avancer vers son destin, résoudre ses problèmes comme elle l'entend. Cette communauté est devenue consciente de ses possibilités. Un professeur d'université me confirmait, il n'y a pas longtemps, que 90 % de la jeunesse universitaire flamande est gagnée au fédéralisme. Le fédéralisme est sans conteste l'enjeu de la lutte entre la Volksunie et les partis traditionnels. Nous croyons que le fédéralisme est la seule solution valable pour résoudre la crise belge et pour donner aussi aux Wallons l'assurance qu'ils ne seront pas minorisés. Pour nous, c'est une condition préalable pour pouvoir réaliser nos conceptions, notre programme. Bien entendu, nous n'envisageons qu'un fédéralisme à deux étant donné qu'il n'y a que deux communautés nationales en Belgique. Il ne saurait être question d'un fédéralisme à trois. Nous combattons farouchement toute proposition d'un fédéralisme à trois. Bruxelles ne doit pas appartenir à la Flandre, ni à la Wallonie. Comme territoire fédéral, lieu de rencontre des deux communautés, un statut spécial s'impose. Permettez-moi de vous renvoyer au projet d'une constitution fédérale élaborée par des fédéralistes flamands et wallons, publiée en français dans la *Nouvelle Revue Wallonne* en 1954. Un projet concret et détaillé. On pourrait se demander si la réalisation du fédéralisme n'est pas le seul but, le seul programme de la Volksunie. Puisqu'il s'agit de l'avenir de la Volksunie dans cette conférence, il faut une réponse à cette question. Nous sommes convaincus que la Volksunie a sa raison d'être comme parti politique et gardera sa raison d'être même dans un Etat fédéral. Je me suis efforcé de vous expliquer que nous avons une idéologie propre, une conception fondamentale de la société et la volonté de réaliser un idéal. Nous nous opposons aux partis traditionnels qui, avec leurs conceptions, et leur mentalité figée, sont un obstacle à tout renouvellement. Les partis traditionnels sont des partis surannés, handicapés par leur propre passé dont ils sont manifestement incapables de se débarrasser. C'est toute une mentalité qui date du siècle précédent, comme le cléricanisme et l'anti-cléricanisme, le libéralisme et le marxisme.

Ils sont avec leurs organisations annexes l'illustration de ce qu'on appelle en néerlandais « de verzuiling », le cloisonnement de la société, et la jeunesse flamande n'en veut pas. Elle veut se débarrasser de tout ce passé dans un esprit libre de préjugés qui datent d'une époque dépassée, dans un esprit national, démocratique et solidariste. La jeunesse flamande rejette le cloisonnement, elle veut renouveler la société ; elle n'attend pas ce renouvellement des partis traditionnels. La Volksunie, parti nouveau, parti ouvert à tous, parti flamand, traduit la volonté et l'espoir de cette jeunesse. Nous sommes, croyons-nous, le parti de l'avenir en Flandre. La société nouvelle que nous voulons réaliser, inspirée par notre idéal communautaire, nous n'avons pas encore pu la concrétiser, je l'avoue, dans un programme élaboré. Par la force des choses, un programme concret et réaliste doit donner une solution immédiate aux problèmes posés *rebus sic stantibus*, cela veut dire que nous sommes obligés de tenir compte de la situation actuelle, donc de l'Etat unitaire. Or, il nous est précisément impossible de réaliser nos conceptions communautaires dans cet Etat unitaire. Il nous faut comme condition *sine qua non* un fédéralisme pour pouvoir renouveler la société comme nous l'envisageons. Dans ces conditions, je me permets de vous renvoyer aux publications en langue française du CRISP en ce qui concerne le programme actuel et la structure de notre parti.

Pour compléter mon exposé, il faut aborder encore un aspect important : où situer la Volksunie sur le terrain de la politique sociale ? A droite ou à gauche ? Bien entendu, nous rejetons ce classement et je dirai donc : « Ni à droite, ni à gauche ». En fait, la Volksunie rejette la lutte des classes, le marxisme, le collectivisme comme contraires à sa conception communautaire mais, adversaire de toute politique réactionnaire, elle veut aller très loin pour réaliser l'équité sociale dans la communauté. Je vous rappelle simplement l'attitude que notre parti a prise lors de la crise de Zwartberg, il y a un an. Zwartberg a été un moment important. La confiance des travailleurs flamands dans les partis traditionnels et leurs syndicats a été ébranlée par les événements de Zwartberg. Aux heures les plus sombres, la Volksunie toute seule avait le courage de se montrer solidaire avec les mineurs. Nous sommes convaincus que notre parti a gagné depuis lors la confiance de beaucoup de travailleurs qui n'oublieront pas et que nos résultats lors des prochaines élections reflèteront les événements de Zwartberg. Cela nous réjouit beaucoup parce qu'il est fort difficile de pénétrer dans les masses ouvrières et de gagner la confiance des travailleurs comme parti nouveau, parti d'ailleurs sans syndicat. Pour l'avenir de la Volksunie, il est évidemment très important de convaincre la classe



ouvrière de la sincérité de nos préoccupations sociales. Eh bien, je crois que nous y parviendrons.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, dans cette conférence, j'ai voulu avant tout démontrer que la Volksunie n'est pas un parti politique sans raison d'existence, sans doctrine, sans idéologie. Nous sommes convaincus que par la force des choses, la Volksunie jouera encore un rôle important dans la vie politique de notre pays et déterminera peut-être même l'avenir de notre pays. Cela peut paraître orgueilleux, exagéré de la part d'une minorité, d'un parti d'opposition mais, où les idées entrent en conflit, la puissance du nombre n'est pas décisive. Quant à moi, je crois dans le rôle déterminant d'une minorité agissante dans l'histoire. On peut, évidemment ne pas être d'accord avec nous et nous combattre mais, ce qui importe, il me semble, sur le plan humain, c'est la sincérité de nos convictions, c'est l'attachement à un idéal. J'espère que nous serons tous d'accord sur cette considération finale et, dans cet espoir, je vous remercie de votre bienveillante attention.

